Acte mis en ligne le: 19/10/2023



Direction du cycle de l'eau

Arrêté nº 2023-162.

Arrêté portant autorisation d'occupation précaire du domaine public d'ouvrages d'eau et d'assainissement appartenant à Nantes Métropole au profit de la société TOTEM

## Arrêté

## La Présidente,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R2241-1,

Vu l'article R2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°2022-197 du 16 décembre 2022 fixant les tarifs 2023 d'occupation du domaine public,

Considérant que TOTEM France, dans le cadre de son activité d'opérateur de communications électroniques, doit procéder, pour l'exploitation de ses réseaux, à l'implantation d'Équipements Techniques.

Considérant leur demande de s'implanter sur les ouvrages d'eau et d'assainissement, propriété de Nantes Métropole, suivants

- le réservoir d'eau potable Les Épinettes, impasse Boileau, à Couëron (parcelle n°468 section CS), site actuellement exploité par l'exploitant privé VEOLIA, défini par TOTEM France via le numéro 40M1, défini par l'ANFR par le n°60264.
- le réservoir d'eau potable Nantes Nord, avenue du Bout des Landes, à Nantes (parcelle n°34 section VA), site actuellement exploité par Nantes Métropole (régie publique direction DOPEA), défini par TOTEM France via le numéro 38M1, défini par l'ANFR par le n°59944
- le réservoir d'eau potable Moulin à Huile, rue du Haut Landreau, à Rezé (parcelle n°698 section CS), site actuellement exploité par l'exploitant privé VEOLIA, défini par TOTEM France via le numéro 34M1, défini par l'ANFR par le n°59943.
- le bâtiment des prétraitements et du traitement des boues Station d'Épuration de Petite Californie - Rue Ordronneau à Rezé sur la parcelle cadastrée numéro 262 section AC, site actuellement exploité par EPUREO, défini par TOTEM France via le numéro 96 M1.

Considérant que des conventions ont été précédemment conclus au terme desquelles Nantes Métropole a mis les sites concernés à la disposition de ORANGE, société ayant opéré un transfert de

Accusé de réception empréfectur activités d'exploitation à TOTEM France, 044-244400404-4928-3016-192023
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Considérant qu'en l'absence de conventions signés, l'acceptation du paiement de la redevance par Nantes Métropole vaut accord tacite d'occupation annuelle du site, pour l'année 2022,

## Arrête

Article 1. La société TOTEM FRANCE est autorisé à occuper le domaine public de Nantes Métropole, en vue d'y installer les sites d'émission réception nécessaire à leur activité sur les sites suivants :

- le réservoir d'eau potable Les Épinettes, impasse Boileau, à Couëron (parcelle n°468 section CS), site actuellement exploité par l'exploitant privé VEOLIA, défini par TOTEM France via le numéro 40M1, défini par l'ANFR par le n°60264.
- le réservoir d'eau potable Nantes Nord, avenue du Bout des Landes, à Nantes (parcelle n°34 section VA), site actuellement exploité par Nantes Métropole (régie publique - direction DOPEA), défini par TOTEM France via le numéro 38M1, défini par l'ANFR par le n°59944.
- le réservoir d'eau potable Moulin à Huile, rue du Haut Landreau, à Rezé (parcelle n°698 section CS), site actuellement exploité par l'exploitant privé VEOLIA, défini par TOTEM France via le numéro 34M1, défini par l'ANFR par le n°59943.
- le bâtiment des prétraitements et du traitement des boues Station d'Épuration de Petite Californie Rue Ordronneau à Rezé sur la parcelle cadastrée numéro 262 section AC, site actuellement exploité par EPUREO, défini par TOTEM France via le numéro 96 M1.

Article 2. Les autorisations prennent effet rétroactivement à compter du 1 janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, renouvelables de plein droit cinq fois pour une période d'1 an par reconduction tacite.

Article 3. La redevance annuelle est fixée, conformément à la délibération n°2022-197 du 16 décembre 2022 portant les tarifs 2023 d'occupation du domaine public, comme suit :

- Mise à disposition annuelle d'un support (terrain non-bâti, immeuble, château d'eau, pylône) pour l'installation d'1 à 7 antennes	6 905,67 € HT
- Tarif annuel par antenne supplémentaire	138,12 € HT/antenne
- Tarif annuel de mise à disposition d'une surface pour des locaux techniques	69,06 € HT/m²

Article 4. De charger le Directeur Général de Nantes Métropole et le Comptable public, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le

10/10/2023

Pour la Présidente Le vice-président délégué

Robin SALECROIX

mis en ligne le :

**19** OCT. 2023

Accusé de réception en préfecture 044-244400404-20231010-2023\_142ARR-AR Date de télétransmission : 19/10/2023 Date de réception préfecture : 19/10/2023